

Acquisition de denrées et produits alimentaires pour les besoins de la cuisine centrale de la ville de Montgeron

(Réf. 25017)

Date et heure limites de réception des offres :

26 juin 2025 - 15h00

Fiche succincte de la consultation



Date limite de dépôt des questions : 18 juin 2025



Durée de validité des offres : 120 jours



Type de contrat : Accord-cadre à bons de commande



Durée du contrat : 1 an, reconductible 3 fois. Maximum = 4 ans.



Visites : Non obligatoire mais fortement préconisée



Variante(s) / PSE : Aucune variante ni PSE.



Remise des offres :



SOMMAIRE

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	2
1.1. OBJET.....	2
1.2. MODE DE PASSATION.....	2
1.3. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	2
1.4. FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
1.5. NOMENCLATURE	3
1.6. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
1.7. RENOUVELLEMENT	4
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1. ECHANGE(S) AVEC LES CANDIDATS PENDANT LA CONSULTATION	4
2.2. VISITES SUR SITE	4
2.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
2.4. FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	5
2.5. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	5
2.6. DEVELOPPEMENT DURABLE	5
3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	5
3.1. DUREE DU CONTRAT	5
3.2. RECONDUCTION.....	6
3.3. DELAIS DE LIVRAISON	6
3.4. DELAIS D'EXECUTION	6
3.5. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	6
3.6. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	6
3.7. RENOUVELLEMENT	7
4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
5.1. PIECES DE LA CANDIDATURE	9
5.2. PIECES DE L'OFFRE	9
6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	12
6.1. TRANSMISSION ELECTRONIQUE	12
6.2. COPIE DE SAUVEGARDE	13
6.3. SIGNATURE DU MARCHE.....	14
7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	14
7.1. ANALYSE DES CANDIDATURES	14
7.2. ANALYSE DES OFFRES.....	15
8. ATTRIBUTION	18
8.1. SIGNATURE DU CONTRAT	19
9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	19
9.1. ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT	19
9.2. INFORMATIONS AUX CANDIDATS EVINCES.....	19
9.3. PROCEDURES DE RECOURS.....	20
ANNEXE 1 : LISTE DES PIECES DE LA CANDIDATURE.....	21

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet

La présente consultation concerne l'acquisition de denrées et produits alimentaires pour les besoins de la cuisine centrale de la ville de Montgeron et plus précisément l'achat de denrées alimentaires pour la confection de repas à destination des crèches, écoles maternelles et primaires, maison de l'amitié et des portages à domicile, réalisés par la cuisine centrale de la commune de Montgeron, ainsi que l'achat de produits alimentaires destinés aux prestations évènementielles organisées par la ville.

1.2. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2 et R. 2161-5 du code de la Commande Publique.

Le présent règlement de la consultation porte sur les lots 1,2,3 et 4 passés en procédure d'appel d'offres.

Le lot n° 5 est passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, selon les dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3. Décomposition de la consultation

Le contrat est réparti en cinq (5) lots qui se décomposent ainsi :

Lot(s)	Référence	Intitulé du lot	Désignation
01	25017,1	Acquisition de denrées alimentaires pour la confection de repas	Achat de denrées alimentaires pour la confection de repas à destination des crèches, écoles maternelles et primaires, maison de l'amitié et des portages à domicile
02	25017,2	Acquisition de produits alimentaires pour les prestations évènementielles	Achat de produits alimentaires destinés aux prestations évènementielles organisées par la ville
03	25017,03	Acquisition de boissons non alcoolisées pour les besoins de la commune	Achat de boissons non alcoolisées pour les prestations évènementielles occasionnelles organisées par la ville
04	25017,4	Acquisition de pains et viennoiseries pour les besoins de la commune	Achat de pains et viennoiseries pour les repas à destination des crèches, écoles maternelles et primaires, maison de l'amitié et des portages à domicile ainsi que pour les prestations évènementielles occasionnelles

05	25017,5	Acquisitions de boissons alcoolisées	Achat de boissons alcoolisées
----	---------	--------------------------------------	-------------------------------

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre distinct. Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots. Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4. Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé conformément aux articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R.2162-14 du code de la Commande Publique.

L'accord-cadre s'exécute via l'émission de bons de commande, sans montant minimum et dans la limite du montant maximum annuel suivant :

Lot(s)	Référence	Intitulé du lot	Montant annuel H.T.
01	25017,01	Acquisition de denrées alimentaires pour la confection de repas	Minimum : Sans Maximum : 800 000€
02	25017,02	Acquisition de produits alimentaires pour les prestations évènementielles	Minimum : Sans Maximum : 20 000€
03	25017,03	Acquisition de boissons non alcoolisées pour les besoins de la commune	Minimum : Sans Maximum : 20 000€
04	25017,4	Acquisition de pains et viennoiseries pour les besoins de la commune	Minimum : 30 000€ Maximum : 80 000€
05	25017,5	Acquisition de boissons alcoolisées pour les besoins de la commune	Minimum : Sans Maximum : 9 500€

1.5. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot	Désignation	Code CPV
1	Acquisition de denrées alimentaires pour la confection de repas	15000000-8 : Produits alimentaires, boissons, tabac et produits connexes
2	Acquisition de produits alimentaires pour les prestations évènementielles	15800000-6 : Produits alimentaires divers
3	Acquisition de boissons non alcoolisées pour les besoins de la commune	15982000-5 : Boissons non alcoolisées

Lot	Désignation	Code CPV
4	Acquisition de pains et viennoiseries pour les besoins de la commune	15811100-7 : Pain
5	Acquisition de boissons alcoolisées pour les besoins de la commune	15900000-7 : Boissons

1.6. Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7. Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. La procédure est susceptible d'être relancée courant dernier trimestre 2028.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Echange(s) avec les candidats pendant la consultation

L'ensemble des échanges entre les candidats et l'acheteur pendant la consultation se feront exclusivement sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur : www.maximilien.fr.

Les candidats doivent s'assurer que l'adresse mail renseignée sur la plateforme lors du dépôt de son offre est accessible et consultable à tout moment.


En cas de non retrait d'un document électronique, dûment notifié à l'adresse mail renseignée lors du dépôt de l'offre, la responsabilité de l'acheteur ne pourra être mise en cause.

2.2. Visites sur site (uniquement pour le lot 1)

Pour le lot 1, la visite de la cuisine centrale n'est pas obligatoire mais fortement préconisée.

Afin de prendre connaissance du territoire et proposer ainsi une offre parfaitement cohérente au regard des particularités des attentes de l'acheteur, les candidats sont invités à participer à une visite selon les modalités suivantes :

Adresse du site :

 **Cuisine Centrale LA ROSERAIE**
88, avenue Charles de Gaulle
91230 MONTGERON

Date et heure :

Le 16 juin 2025 à 15h00

Responsable de la visite :

M. David RASSEL

Les candidats doivent s'inscrire à la visite à l'adresse suivante AVANT LE 11 JUIN 2025 :

d.rassel@montgeron.fr

copie : marches.publics@montgeron.fr

A l'issue de la visite, le responsable de la visite remettra une attestation de visite dûment signée au candidat qu'il pourra joindre dans son offre.

Afin que l'ensemble des candidats puissent bénéficier du même degré d'information, les questions éventuelles suscitées lors de la visite du site doivent être posées par écrit sur la plateforme. Une réponse écrite sera alors adressée en temps utile à l'ensemble des candidats.

Lors du dépôt de leur offre, les candidats sont réputés avoir pleine connaissance du lieu d'exécution. Après notification du contrat, le titulaire ne pourra se prévaloir

2.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4. Forme juridique du groupement

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.5. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Aucune variante ni PSE n'est autorisée.

2.6. Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1. Durée du contrat

Le contrat prend effet à compter de sa date de notification officielle (*date de retrait du recommandé électronique, sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur, faisant foi*) pour une durée d'un (1) an ferme. Les prestations débuteront obligatoirement dès le 25 août 2025.

3.2. Reconduction

Le marché est reconductible de manière expresse par période de douze (12) mois, à compter du 25 août de chaque année, sans toutefois pouvoir excéder une durée globale de **quatre (4) ans**.

Au plus tard deux (2) mois avant la fin de la période, l'acheteur fait part au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, de sa décision de reconduire ou non l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La non-reconduction ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donne lieu à aucune indemnité. En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

3.3. Délais de livraison

Le titulaire s'engage à respecter le délai maximum de livraison qu'il aura reporté au sein du Cadre de Mémoire Technique.

3.4. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont laissés à l'initiative du candidat qui devra les préciser au sein de son cadre de réponse technique (CRT) et plus particulièrement au sein des devis demandés par l'acheteur.

Pour toutes commandes supplémentaires de denrées alimentaires pour le lot 1, il est demandé au titulaire de produire un devis dans un délai de 3 jours maximum à compter de la réception de la demande.

Pour toutes commandes supplémentaires de produits alimentaires pour les lots 2 et 3, il est demandé au titulaire de produire un devis dans un délai de 5 jours maximum à compter de la réception de la demande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

3.5. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur les crédits alloués au budget communal.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.6. Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3.7. Renouvellement

Il s'agit d'un contrat renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Code	Document	Commun à l'ensemble des lots	Propre à chaque lot
RC	Règlement de la consultation	X	
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières	X	
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières (<u>LOTS 1 – 2 – 3</u>)		X
CCP	Cahier des Clauses Particulières <u>UNIQUEMENT POUR LE LOT 4</u>		X
AE	Acte d'Engagement et son annexe financière : BPU		X
DQE	Devis Quantitatif Estimatif		X
CDREP	Cadre De Réponse (accompagné de ses annexes 1 et 2 pour le lot 1)		X
D. Cand	Dossier de candidature	X	

Attention !

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats ne peuvent soumettre une offre pour le lot n°5.

Ce lot fait l'objet d'une passation d'une procédure adaptée, compte tenu que les prestations de ce lot sont inférieures à 80 000€ H.T et qu'ils n'excèdent pas 20% de la valeur estimée de l'ensemble des lots (article R.2123-I du Code de la commande publique).

Les offres reçues pour le lot n°5 ne seront pas ouvertes par l'acheteur et seront rejetées.

Néanmoins, les pièces techniques de ce lot, sont jointes au DCE afin que les candidats des autres lots puissent prendre connaissance des limites de leurs prestations par rapport à l'autre lot et éviter toute omission ou double emploi.

Il est téléchargeable gratuitement en accès libre via l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=912364&orgAcronyme=a5z>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les candidats sont tenus de signaler par écrit sur la plateforme www.maximilien.fr, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les pièces du DCE et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la mise en concurrence ou à la parfaite réalisation des ouvrages.

NB : le contrat se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et service, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

IMPORTANT :

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon durable certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 6 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES



Attention !

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats ne peuvent soumettre une offre pour le lot n°5.

Les offres reçues pour le lot n°5 ne seront pas ouvertes par l'acheteur et seront rejetées.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1. Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **LE DOSSIER DE CANDIDATURE**, dûment complété (document intégré au DCE)

Ou bien :

- **L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS FIGURANT EN ANNEXE DU PRESENT RC**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le(s) certificat(s) pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

5.2. Pièces de l'offre

Les pièces à remettre dans l'offre sont les suivantes :

POUR RAPPEL : Aucune offre pour le lot n°5 n'est acceptée dans le cadre de la présente consultation.

LOT 1 :

DOCUMENTS LOT 1
Le Bordereaux des Prix unitaires (BPU) en format .EXCEL impératif
Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE), en format .EXCEL impératif
Le Cadre De Réponse (CDREP), justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat accompagné : <ol style="list-style-type: none">1. de l'ensemble des fiches techniques ;2. de la trame de menus établis sur 4 semaines pour le mois de Septembre 2025 accompagnée de ses fiches techniques et de ses fiches recettes pour les structures :<ul style="list-style-type: none">- Service Petite Enfance- Scolaire et ALSH- Personnes âgées (menus établis du lundi au dimanche) <ol style="list-style-type: none">2. Des annexes 1 et 2

Agrémentation au programme LFE « Lait et Fruits et Légumes à l'Ecole » au 6 mai 2024.
L'attestation de visite pour le lot 1 , le cas échéant

LOTS 2 ET 3 :

DOCUMENTS LOTS 2 ET 3
Le Bordereaux des Prix unitaires (BPU) en format .EXCEL impératif
Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE), en format .EXCEL impératif
Le Cadre De Réponse (CDREP), justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat accompagné de l'ensemble des fiches techniques
Les catalogues et / ou les tarifs publics
Agrémentation au programme LFE « Lait et Fruits et Légumes à l'Ecole » au 6 mai 2024.

LOT 4 :

DOCUMENTS LOT 4
Le Bordereaux des Prix unitaires (BPU) en format .EXCEL impératif
Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE), en format .EXCEL impératif
Le Cadre De Réponse (CDREP), justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat accompagné de l'ensemble des fiches techniques ;
Les échantillons obligatoires (A remettre à postériori de la remise des offres)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

L'absence de transmission d'un des éléments précités rendra l'offre du candidat incomplète. L'offre sera susceptible d'être éliminée car irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du Code de la commande publique.

Les documents fournis par l'acheteur sont intangibles. En cas de modification, l'offre est susceptible d'être qualifiée d'irrégulière tenant au fait qu'elle ne respecte pas les exigences et le formalisme du DCE.




Seuls les documents autorisés dans le CDREP pourront être annexés. Il n'est pas autorisé de renvoi à un autre mémoire technique pour répondre. A défaut, l'offre sera susceptible d'être rejetée pour non-respect des exigences formulées dans les documents de la consultation (Art. L2152-2 du Code de la commande publique).

L'Acte d'Engagement est joint au DCE afin que les candidats puissent en prendre connaissance. Ces derniers ne sont pas tenus de le fournir au sein de leur réponse. Seul l'attributaire pressenti sera invité à signer l'acte d'engagement.

En cas de divergence entre les diverses pièces du marché, le titulaire se doit de le signaler avant la remise de son offre.

Dans le cas où un même candidat souhaite candidater à plusieurs lots, il convient de fournir ces documents pour **chacun des lots**, dans un dossier distinct.

Exemple :

Candidat X	
	Candidature
<hr/>	
	Offre lot 1
<hr/>	
	Offre lot 2
<hr/>	

REMISE DES ECHANTILLONS LOT 4

L'acheteur analyse la qualité des produits sur la base des échantillons suivants fournis par les candidats :

Liste des échantillons à remettre	
Baguettes de 250 gr	
Petits pains campagne tranchés 400 gr	
Petits Pains (50 gr)	
Mini viennoiseries (1 unité de chaque)	
➔	pains au chocolat,
➔	croissant,
➔	torsade au chocolat,
➔	pains aux raisins

S'agissant de denrées périssables dont la qualité est altérable dans le temps, les échantillons sont à remettre après la date limite de remise des offres.

Les échantillons sont à déposer le **vendredi 27 juin 2025 entre 8h et 10h30** au :

CENTRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Direction Commande Publique

130 avenue Charles de Gaulle

91230 - Montgeron



En cas de non-respect de la date et heure de remise des échantillons, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

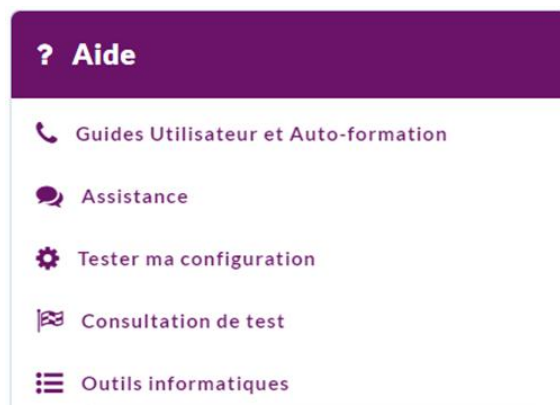
Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1. Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=912364&orgAcronyme=a5z>

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis de la plateforme de dématérialisation et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : <https://marches.maximilien.fr/entreprise> , rubrique « AIDE » :



Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'acheteur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT + 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

6.2. Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

COMMUNE DE MONTGERON
CENTRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
Direction Commande Publique
130 avenue Charles de Gaulle
91230 - Montgeron

Le pli cacheté devra comprendre les mentions suivantes :

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

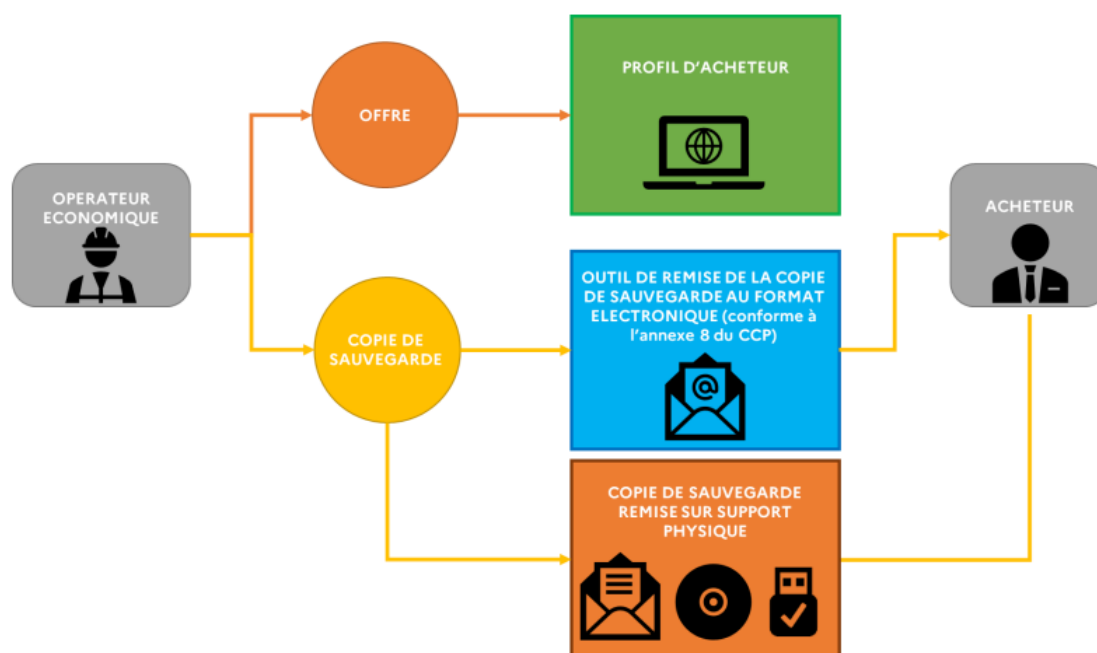
Pli pour la consultation n° 25017

Candidat X

☐ Offre lot n° X

Conformément à l'arrêté du 14 avril 2023, le soumissionnaire a également la possibilité de remettre une copie de sauvegarde par voie dématérialisée.

Dans cette hypothèse, la copie de sauvegarde électronique doit être transmise selon les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.



6.3. Signature du marché

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1. Analyse des candidatures

En application de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur, se réserve le droit de décider d'examiner les offres avant les candidatures. Dans ce cas, il procédera à l'analyse **de la candidature du seul attributaire pressenti**, dans les conditions de l'article R.2144.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2. Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

LOT 1 : Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points / 100
1. Qualité technique de l'offre <i>Appréciée au regard des informations indiquées au sein du Cadre de Mémoire Technique (CDREP)</i>	35 points
1.1. Qualité des produits L'analyse consiste à apprécier la qualité des produits proposés par le candidat au regard des fiches techniques ainsi que des fiches recettes fournies concernant les menus présentés (fraicheur des produits, catégorie de classement, calibre, variétés des produits, maturité des produits et performance dans la gestion de la maturité)	15 points
1.2. Traçabilité des produits Description détaillée du circuit d'approvisionnement utilisé et de la traçabilité de la production (présentation des moyens mis en œuvre pour assurer la traçabilité des produits, certification, qualité éventuelle)	10 points
1.3. Moyens mis en œuvre Interlocuteur dédié (coordonnées/missions), moyens mis en œuvre pour la préparation des commandes et des bons de commande, moyens humains et techniques mis en œuvre lors des livraisons, remplacement en cas d'absence, modalités de retour/remplacement d'un produit non conforme, modalités de retour/remplacement d'un produit non disponible, SAV, ...	10 points
2. Délais de livraison <i>Appréciés au regard des informations indiquées au sein du Cadre de Réponse Technique (CDREP)</i>	20 points
3. Performance en matière de développement durable	5 points

Appréciée au regard des informations indiquées au sein du Cadre de Réponse Technique (CDREP)	
<p>3.1. Présentation de la politique de référencement des fournisseurs et l'appui sur des circuits courts (identification des producteurs ou groupements de producteurs et des produits concernés, % en valeur d'achat en € HT sur les approvisionnements globaux). Engagement sur le taux d'alimentation durable et sa décomposition en % de la valeur d'achat en € HT en fonction des marqueurs de qualité au sens des Lois EGALIM et Climat et Résilience (à distinguer par typologie de convives, le cas échéant)</p> <p><u>(25 % minimum de produits BIO et 30 % minimum de produits SICOQ)</u></p>	5 points
<p>4. Prix des prestations</p> <p><i>Apprécié au regard du montant total général T.T.C indiqué au DQE</i></p>	40 points

LOTS 2 et 3 : Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points / 100
<p>1. Qualité technique de l'offre</p> <p><i>Appréciée au regard des informations indiquées au sein du Cadre de Mémoire Technique (CDREP)</i></p>	35 points
<p>1.1. Qualité des produits</p> <p>L'analyse consiste à apprécier la qualité des produits proposés par le candidat au regard des fiches techniques produits (gamme des produits, ...)</p>	15 points
<p>1.2. Traçabilité des produits</p> <p>Présentation des moyens mis en œuvre pour assurer la traçabilité des produits, certifications, qualités éventuelles (BIO, circuit court,)</p>	10 points
<p>1.3. Interlocuteur dédié (coordonnées/missions), moyens mis en œuvre pour la préparation des commandes et des bons de commande, moyens humains et techniques mis en œuvre lors des livraisons, remplacement en cas d'absence, modalités de retour/remplacement d'un produit non conforme, modalités de retour/remplacement d'un produit non disponible, SAV, ...</p>	10 points

2. Délais de livraison <i>Appréciables au regard des informations indiquées au sein du Cadre de Réponse Technique (CDREP)</i>	20 points
3. Performance en matière de développement durable <i>Appréciee au regard des informations indiquées au sein du Cadre de Réponse Technique (CDREP)</i>	5 points
3.1. Les mesures prises par la société pour limiter la consommation des ressources (énergie, eau, ...), les moyens d'actions mis en place pour limiter les déchets (alimentation, emballages) et la réduction des émissions de CO2 (transport, livraison, ...)	5 points
4. Prix des prestations <i>Apprécie au regard du montant total général T.T.C indiqué au DQE</i>	40 points

LOT 4 : Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points / 100
1. Qualité technique de l'offre <i>Appréciee au regard des informations indiquées au sein du Cadre de Mémoire Technique (CDREP)</i>	25 points
1.1. Éléments justificatifs (traçabilité) et dispositions mises en œuvre au bénéfice d'un circuit court Détails des fiches techniques produits (à joindre à l'offre), fournisseurs, type, qualité, labels, ...	10 points
1.2. Personnel mis à disposition notamment l'interlocuteur privilégié Description des moyens dont dispose l'entreprise pour assurer convenablement les prestations : Personnel chargé de l'exécution des prestations, matériels, équipements mis à disposition pour effectuer les prestations...	5 points
1.3. Méthodologie de prises de commande allant du passage de la commande à la livraison Modalités de commande (décrire comment sera fait la prise d'une commande jusqu'à la livraison de celle-ci ...)	5 points

<p>1.4. Dispositions mise en œuvre pour le respect des délais de livraison et le traitement des réclamations (SAV)</p> <p>Le candidat indiquera les délais de livraison, de reprise et de remplacement d'un produit détérioré, les délais de livraison suite à produit égaré, et leurs modalités.</p>	5 points
<p>2. Qualité des produits</p> <p><i>Appréciés au regard des échantillons fournis et de la composition indiquée au BPU</i></p>	25 points
<p>3. Prix des prestations</p> <p><i>Apprécié au regard du montant total général T.T.C indiqué au DQE</i></p>	50 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre financière du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8. ATTRIBUTION

Pour chacun des lots, l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations prévues aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

Les certificats et attestations attendues sont les suivants :

- Attestation de régularité fiscale de l'année en cours ;
 - Attestation de régularité sociale de moins de 6 mois ;
 - Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, à jour ;
 - Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail employés par la société (précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).
- Si la société n'emploie pas de salariés étrangers, il convient de le préciser par écrit,*
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s).

L'attributaire pressenti sera invité à déposer ses attestations sur la plateforme e-attestations, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Cette plateforme sécurisée est mise à disposition gratuitement.

La non-transmission de ces documents dans les délais impartis entraînera l'attribution du contrat au candidat classé en deuxième position du classement des offres.

8.1. Signature du contrat

Les candidats sont informés que l'attributaire de chacun des lots sera invité à signer l'acte d'engagement.

L'attributaire sera invité à faire parvenir l'Acte d'Engagement, avec signature originale manuscrite, à l'adresse suivante :

Mairie de MONTGERON
Direction Commande Publique
112, avenue de la République
91230 - Montgeron

Le défaut de transmission de l'acte d'engagement signé, dans le délai mentionné dans la lettre d'information d'attribution, entraînera l'attribution au candidat arrivé en seconde position du classement des offres.

9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1. Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=900201&orgAcronyme=a5z>

Si les entreprises relèvent des omissions, erreurs et / ou non-conformités avec la réglementation en vigueur au sein des documents constituant le DCE, ils devront en informer l'acheteur par l'intermédiaire du profil d'acheteur.

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2. Informations aux candidats évincés

Pour toute information relative à la demande de communication de détail concernant l'offre rejetée, les candidats devront faire parvenir leurs demandes à l'adresse suivante :

Mairie de Montgeron
Direction de la commande publique
112, avenue de la République
91230 – MONTGERON

L'acheteur notifiera une réponse, au plus tard, quinze jours à compter de la réception de cette demande.

9.3. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud
78011 VERSAILLES CEDEX

Tél : 01 39 20 54 00

Télécopie : 01 39 20 54 87

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud
78011 VERSAILLES CEDEX

Tél : 01 39 20 54 00

Télécopie : 01 39 20 54 87

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

ANNEXE 1 : LISTE DES PIECES DE LA CANDIDATURE

Le candidat a la possibilité présenter sa candidature via la complétude du Dossier de Candidature, joint au DCE (fortement recommandé) ou bien de joindre la liste des documents suivants :

Présentation du candidat	<p>Formulaire DC1 dûment complété + Formulaire DC2 dûment complété</p> <p>Ou bien :</p> <p>Le DUME : Document Unique de Marché Européen</p> <p>Vidéo : Comment répondre avec un DUME</p>
Attestation de pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise :	<p>L'acheteur vérifie que la personne signataire de l'acte d'engagement est référencée au sein du justificatif d'immatriculation au Registre National des Entreprises (RNE).</p> <p>Si t'elle n'est pas le cas, le candidat fourni une délégation de pouvoir permettant à l'acheteur de faire le lien entre la personne habilitée à engager l'entreprise et le signataire du contrat.</p>
Déclaration sur l'honneur d'exclusion	<p>Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique [case à cocher au sein de la rubrique F1 du DC1]</p>
Capacité économique et financière du candidat :	<p>Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles et la part en % [peut être complété au sein de la rubrique F1 du DC2]</p>
Références de prestations similaires :	<p>Prestations similaires à l'objet du marché, exécutés au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire (minimum 3 références)</p> <p><i>Possibilité de transmettre des attestations de bonne exécution</i></p>